

La question lancinante de l'enrichissement personnel

DOUTES Si la BCV n'avait pas manipulé les comptes de l'exercice 1996, que serait-il advenu des bonus des dirigeants?

Paolo Bernasconi l'a dit la semaine dernière en rendant ses conclusions sur la BCV: à la question de savoir si les agissements des anciens dirigeants de la banque ont eu pour motif l'enrichissement personnel, il répond qu'«à ce stade, aucun indice d'enrichissement personnel n'a été constaté». Mais c'est l'enquête pénale qui se chargera d'établir les faits, car la question reste posée des raisons pour lesquelles le montant des crédits à risque a été recalculé à la baisse, permettant ensuite de «gommer» le montant des provisions sur les crédits. L'enquête de Paolo Bernasconi laissait aussi entendre que sans ces manipulations comptables, l'exercice 1996 aurait sans doute été déficitaire.

Un pavé dans la mare

Il y a exactement une année, le socialiste Roger Nordmann avait lancé un pavé dans la mare dans *Domaine Public* en s'interrogeant ouvertement sur la politique salariale des hauts dirigeants de la banque à la fin des années 1990. «On observe, de l'exercice 1998 à l'exercice 2000, une hausse de 31% du niveau moyen du poste salaires et gratification», écrivait alors Roger Nordmann, ajoutant qu'il lui semblait évident que les bénéficiaires de cette générosité ne pouvaient être que «certains spécialistes, les cadres supérieurs et la direction générale». La BCV avait réagi avec virulence, contestant l'interprétation des chiffres faite par *Domaine Public*. Et l'heb-

domadaire avait rétorqué en affirmant qu'une question s'imposait: «Une autre politique n'aurait-elle pas dû être conduite: des bonus moins somptueux et des actionnaires moins bien servis, même s'il devait en coûter en prestige à l'image de la banque et à celle de ses dirigeants?»

Un an plus tard, cette question résonne étrangement. Si la banque avait enregistré des pertes dans ces années difficiles, la question des bonus ne se serait tout simplement pas posée. Dans un communiqué publié hier, les Verts vaudois doutent d'ailleurs qu'on puisse contester «que le gommage effectué en 1997 sur les comptes 1996 a conduit au versement de bonus pour les hauts cadres et au maintien du cours de l'action de la BCV, dont plusieurs dirigeants en possédaient des paquets». Voilà qui agitera sans doute les esprits lors de l'assemblée générale qui se tient ce jour.

A noter enfin que Josef Zisyadis a retrouvé le fax qu'il avait envoyé à ses collègues du temps où il siégeait au gouvernement. Datée du 17 octobre 1996, il précise dans sa missive que «des rumeurs alarmantes courent sur la situation de la BCV. Aussi je souhaite pouvoir

en discuter lors de notre prochaine séance du Conseil d'Etat, dans les affaires générales, le 23 octobre prochain.»

Michel Pont

► **Démission** Dans un bref communiqué, Jacques Treyvaud, ancien président de la BCV, a fait savoir hier qu'il démissionnait de sa fonction de président des Amis du Musée des beaux-arts de Lausanne. Sur le fond il «conteste formellement les accusations» dont il est l'objet.

Lire aussi notre courrier de lecteur en page 44



Le socialiste Roger Nordmann avait déjà levé le lièvre il y a un an dans *Domaine Public*.

Yvain Genevay